

ISA : Chaque mois, des brèves sur l'offensive sociale du FN et les ripostes syndicales. Régulièrement, des dossiers thématiques : le FN et l'Ecole dans le numero de cette rentrée. Prochains dossiers : le racisme au travail, l'action syndicale dans les villes occupées, l'infiltration du FN dans les syndicats...

« Faire barrage à l'implantation du Front national dans le syndicalisme ».

ISA n° 3 Octobre 96

Dans ce document de 34 pages produit par le secteur Espace vie syndicale de la CGT (Juillet 1996), le syndicat fait le point à la veille de l'été sur l'implantation du Fn « dans les administrations et les entreprises publiques et privées » où « il a lancé une grande offensive ». « L'urgence est de stopper le processus » affirme d'emblée la CGT. Le jugement du 7 juin 1996 du tribunal de Nanterre qui fait interdiction au Fn-RATP d'utiliser le sigle RATP et lui refuse la qualité de syndicat professionnel « constitue un élément nouveau et un formidable point d'appui pour faire barrage à la création et obtenir la disparition de ces faux syndicats dont la CGT dénonce et combat l'implantation par tous les moyens de l'action syndicale ».

« La stratégie du Fn ne doit rien au hasard et tend à se généraliser conformément aux directives du parti » ajoute la CGT qui souligne cette « ambition de se déployer dans le champ social et syndical s'inscrit dans la perspective des législatives de 1998 et plus particulièrement dans des élections prud'homales de 1997 pour lesquelles le Fn entend bien présenter des listes syndicales dans les collèges salariés et employeurs pour conquérir une représentativité nationale, consolider son ancrage populaire, dans les entreprises, comme dans la vie publique ». Analyse appuyée par les scores de FN locataires où dans les 35 villes tests le Fn « arrive souvent en deuxième ou troisième position allant jusqu'à 29 % comme à Montargis (Loiret) » « Ces pseudos syndicats n'ont rien de social ni de syndical » poursuit le document qui cite à plusieurs reprises les dirigeants du Fn et dénonce les attaques antisyndicales des mairies tenues par le Fn et de celle de la ville de Nice et le double langage en matière sociale du Fn dont le programme est « une véritable machine de guerre ». Enfin « si combattre et faire reculer les idées et l'emprise du Fn sur la vie sociale et syndicale n'est pas bataille facile...il s'agit d'un problème grave qui demande d'agir dans l'urgence et dans la durée », Et

après avoir indiqué quelques pistes d'action ajoute « le syndicalisme est placé devant ses responsabilités pour relever le défi de la solidarité, des espoirs de lutte, de rassemblement pour le progrès social, la citoyenneté ».

La FSU « contre le racisme et le fascisme ».

ISA n° 3 Octobre 96

C'est le titre du texte qu'a adopté à l'unanimité le Conseil Fédéral National de la FSU (Pour Info 23/27 sept 96) où l'on relève : « La volonté du Front National de renforcer son influence dans le monde du travail (salariés, chômeurs...) rend indispensable une riposte syndicale spécifique. Déjà, à l'initiative de Ras l'front, existe une pétition nationale de syndicalistes contre le Fn. La FSU se prononce pour la création d'un comité de vigilance syndicale unitaire visant en particulier à contrer toute initiative du Fn, dans le monde du travail, sous couvert de pseudosyndicats (création d'un syndicat dans l'Education Nationale) ». Le texte dénonce aussi « l'idéologie fasciste du Fn » qui s'exerce dans les lieux de culture, comme à Orange.

Soupe populaire et flamme tricolore, la gestion de la misère par le Fn.

ISA n° 4 Novembre 96

Durant 5 mois de novembre à mars, les lundis et jeudis soirs, au pied de la gare Saint Lazare à Paris, s'installera le camion blanc siglé I.C.A.F. du pasteur Jean-Pierre Blanchard. Soutenu par Jany Le Pen et Samuel Maréchal (membre avec Blanchard du Cercle des amitiés protestantes), Blanchard annonce vouloir distribuer 10.000 repas chauds gratuits « aux plus démunis de nos compatriotes ». L'I.C.A.F. dépend directement du Fn et dispense des formations dans les villes tenues par le FN (voir ISA n° 2). Il existe au Fn, depuis mars 96, un département « affaires sociales » dirigé par Carl Lang, vice président du Fn, François Xavier Sidos, membre du cabinet de Le Pen (ancien mercenaire de Bob Denard) et Pierre Vial conseiller régional Fn et animateur de la revue néo-nazie Terre et Peuple.

3 BOCHURES DISPONIBLES

**Les rencontres syndicales antifascistes,
Paris 1^{er} mars 1997**

(30 F + 10 F de port)

2 ans d'information syndicale antifasciste

(20 F + 10 F de port)

**Agir contre le front national et son programme
pseudo-social**

(60 F + 10 F de port)

Les trois brochures : 100 F + 25 F de port

Mégret à Moulinex

ISA n° 4 Novembre 96

A l'usine Moulinex de Mamers (Sarthe), menacée de fermeture pour cause de "restructuration" du groupe, Bruno Mégret est venu, en personne, distribuer des tracts à la porte de l'entreprise pour dénoncer "les syndicats institutionnels complices de ce processus de destruction". Et le numéro deux du FN rajoute : "Nous songeons effectivement à l'implantation dans le privé de syndicats d'un type nouveau... Nous allons démultiplier ces actions sociales. Mamers est le coup d'envoi d'une grande campagne." Les travailleurs de Moulinex et d'ailleurs sont donc prévenus : en plus d'avoir à lutter contre leur direction, ils vont avoir à faire face à une force fasciste, dont nul ne devra se laisser duper par son label "syndical". Cette fois, Mégret a pu distribuer sans problème à la porte d'une entreprise en lutte contre les licenciements; espérons qu'à l'avenir ce genre de provocation des fascistes soit reçue comme elle le mérite par les travailleurs et les syndicats : un licenciement immédiat et sans préavis !

Cheminots d'Orange, la lutte syndicale antifasciste paye:

ISA n° 5 Décembre 96

A la SNCF d'Orange, les militants CFDT ont eu la désagréable surprise de constater que certains de leurs collègues de travail apparaissaient à visage découvert comme militants Fn. Après un moment de stupeur et des hésitations, ils ont entrepris un travail antifasciste dans l'entreprise, en collaboration avec des chercheurs travaillant sur ces questions pour la CFDT, leur fédération (FGTE), et la région CFDT PACA. Ce n'est pas sans plaisir qu'ils ont constaté l'accueil favorable de leur démarche par une large partie des salariés. L'un d'entre eux leur a dit «Vous avez dit tout haut ce que nous pensions tout bas» retournant ainsi un fameux slogan du Fn. Le courage syndical a payé. La section a doublé de nombre d'adhérents passant de 15 à 30 (sur une centaine de salariés). Une resyndicalisation antifasciste.

Sur le front de la propagande

ISA n° 5 Décembre 96

Dans sa boulimie « revendicatrice », le FN a sorti un certain nombre de plaquettes thématiques de propagande. Format 21 x 29,7, en couleur, ces dépliants sont imprimés sur papier glacé. Nous en présentons 4 d'entre eux.

Le Cercle National des Travailleurs Syndiqués, qui s'adresse aux « syndicalistes et salariés du secteur privé et du secteur public » se veut « l'aiguillon nécessaire à un renouveau national et syndical ».

Ses mots d'ordre : « produisons français avec les travailleurs français »... « vivre et travailler au pays » ; sa philosophie se résume ainsi : « employeurs et employés sont sur le même navire. Que celui-ci coule et tout le monde se noie ». Tout un programme!

Force Nationale Transports en commun (FN TC) annonce « une autre façon de faire du syndicalisme » et « dit tout haut ce que vous pensez tout bas ». Les revendications sécuritaires sont bien sûr en bonne place : « Pour le droit à la sécurité des agents ». Elles côtoient la « défense du statut » « contre la privatisation exigée par Maastricht ». Sous le titre « Rétablir la convivialité », le FN TC réclame « le rétablissement de la préférence familiale à l'embauche »... Il prétend aussi « rétablir la liberté syndicale » par « la liberté de présentation de listes aux élections professionnelles »... vieille chanson patronale remise au goût du jour en vue des élections prud'homales sans doute.

Le Comité de Soutien à l'Armée et aux industries de défense exige lui de « reconstruire nos armées », de « sauver nos industries de défense », de « sauver et développer l'emploi », et « défendre les villes de garnison ». L'argent existe : il suffit de reprendre les « 15 milliards pour un illusoire plan banlieue »... CQFD!

Dans une dernière plaquette « Front National/Justice Sociale » outre la photo de Le Pen « mineur à 19 ans » on peut lire toute une série de revendications syndicales « classiques » : « réévaluer les bas salaires », « le smic à 7 000 F. », mélangées à d'autres ouvertement racistes : « étendre au secteur privé la préférence nationale », « organiser le retour des immigrés chez eux pour rendre aux français les postes de travail qu'ils occupent » ; tout cela bien entendu sous couvert de lutte contre « la mondialisation »...

Les immigrés à la porte, les femmes au foyer, travail, famille, patrie... Ainsi peut se résumer, sans forcer le trait, la « nouvelle » propagande sociale des fascistes...

National hebdo et le conflit des routiers

ISA n° 5 Décembre 96

Dans un premier temps NH dénonce : « Syndicats et gouvernement sont complices dans une opération qui vise à liquider les petits transporteurs suivant un plan établi à Bruxelles ». Puis, la semaine suivante, annonce : « Routiers : le syndrome chilien ». «...que la co-

lère des routiers soit légitime c'est un fait », mais NH s'étonne qu'il n'y ait pas eu de « réaction de fermeté immédiate de l'Etat ». « Dans un pays gouverné, cette affaire serait du ressort du ministère de la Défense » ajoute NH qui brouille le message en indiquant qu'« il ne serait pas étonnant la méthode employée par les routiers grévistes donne des idées à d'autres professionnels sinistrés par l'ultra-échangisme ».

Le FN à la porte de la raffinerie Shell.

ISA n° 6 janvier 97

Jusqu'à présent les seuls distributeurs de tracts à la sortie de la raffinerie Shell de Petite-Couronne, près de Rouen, étaient les militants de gauche. Dorénavant, il faudra compter avec le Fn. Fait sans précédent, celui-ci a distribué un tract mardi 3 décembre à la sortie du travail. Dénonçant les restructurations en cours dans l'industrie du pétrole, le tract titrait : « Travailleurs de Shell, 54 salariés vont être licenciés, victimes du mondialisme que seul le Front national combat ». L'information sur les licenciements n'est pas un scoop. Les organisations syndicales ont déjà appelé à des mobilisations contre ces suppressions d'emploi. Ce qui est nouveau, c'est qu'à ce jour, les tracts du FN circulaient plutôt sous le manteau ou étaient déposés clandestinement. Il s'agit bien pour eux de s'affirmer comme étant le premier parti ouvrier de France. De surcroît, les militants fascistes ont poursuivi leur distribution, en franchissant sans être inquiétés le poste de garde, dans l'enceinte de l'entreprise, et sur le parking où se garent les cars de ramassage. Le collectif local de Ras l'front a immédiatement prévenu les Unions locales CGT et CFDT.

Montpellier : des suites inquiétantes...

ISA n° 8 mars 97

Dans le dernier numéro d'ISA, nous avons évoqué la tenue, le 24 janvier dernier, d'un meeting de Bernard Antony, dirigeant du FN, dans une salle de la Maison des syndicats de Montpellier, grâce à la complicité de responsables CFTC locaux. 3 dirigeants locaux et départementaux CFTC ont été depuis suspendus de leurs responsabilités locales par la Confédération CFTC qui a entamé une procédure d'enquête sur ce prêt de salle au dirigeant fasciste. Parmi les 3 syndicalistes figure Charles Galtier, secrétaire général de l'union régionale et président d'union départementale et locale CFTC, qui se défend de toute relation avec le Fn. Depuis cette affaire, ce même personnage a toutefois participé, au titre de secrétaire général de la fédération agro-alimentaire de la CFTC, aux dernières négociations nationales syndicats-patronat sur le devenir de la convention collective nationale de la Mutualité sociale agricole. Galtier, à l'évidence, n'est pas seul : le conseil de l'Union locale CFTC de Montpellier s'est payé une publicité dans un journal régional pour le soutenir et a décidé de lui accorder un mandat pour « expédier les affaires courantes », et ce en

dépît de la suspension de ses responsabilités syndicales. Pourtant Galtier a été candidat du Fn aux élections cantonales de 1992. Pourtant Bernard Antony prend sa défense dès qu'il apprend sa suspension et invite tous « les militants de la CFTC à prendre contact avec lui pour organiser la riposte et rejoindre le grand mouvement national de Reconquête Syndicale ». Ce nouvel appendice de la nébuleuse Fn est domicilié à Paris dans les locaux des associations catholiques intégristes que dirige B Antony. Un journaliste du quotidien La Marseillaise, voulant en savoir plus, a contacté B. Antony. Surprise ? Celui-ci lui a proposé, un déjeuner, à l'occasion de l'un de ses voyages à Montpellier le 26 février, où selon lui Galtier serait présent ainsi que « nos amis de la CFTC »...

Mégret n'aura pas la Meurthe et la Moselle.

ISA n° 11 juin 97

Mi-mars, Bruno Mégret comptait distribuer ses tracts de haine à la sortie de JVC, entreprise près de Longwy, dont les salarié(e)s sont en lutte depuis plusieurs mois contre les licenciements. Mais c'était sans compter sur la vigilance antifasciste de l'union locale CGT. En effet, mis au courant de la tentative du FN de récupérer le mécontentement social des salarié(e)s de JVC, une centaine de syndicalistes, dont beaucoup de JVC, ont attendu Mégret de pied ferme, avec un tract dénonçant le racisme et le fascisme tout en expliquant la réalité antisociale du programme FN. Finalement Mégret n'est jamais venu... Tant mieux!

Sondages électoraux

ISA n° 11 juin 97

L'évolution des voix recueillies par le FN parmi les électeurs salariés affirmant une sympathie syndicale s'établit désormais ainsi sur les 10 dernières années...

	1986 (1)	1995 (2)	1997 (3)
FO	5%	16%	18%
CGT	6%	7%	11%
CFDT	3%	6%	7%
CFTC	-	-	6%
CGC	-	24%	-

(1) Sondage Nouvel-Observateur/SOFRES 13/4/86

(2) Sondage La Tribune/CSA, 25/4/95

(3) Espace social européen/CSA, 25/5/97 Seul le dernier sondage a été effectué « sorties des urnes »

Enfin parmi les électeurs n'affichant aucune sympathie syndicale particulière, 19 % d'entre eux déclarent avoir voté pour le FN lors du premier tour des législatives de 1997.

L'unité syndicale fait reculer le FN sur la région lyonnaise.

ISA n° 11 juin 97

Fin mars, les fascistes comptaient organiser un meeting

dans un lieu hautement symbolique, la cité Berliet, à côté des usines Renault VI. Les mobilisations contre cette initiative, auxquelles ont pleinement participé les syndicats locaux, avaient conduit la mairie de St Priest à y interdire la présence du FN. Mi-avril, Mégret devait venir à Oulins, dans la banlieue de Lyon. Un collectif unitaire s'est constitué sur la ville pour préparer la riposte. Sous le prétexte de problèmes de sécurité, le FN a annulé son meeting. Cependant, une manifestation antifasciste eut lieu avec d'importants cortèges syndicaux CFDT et CGT. Enfin, à la mi-mai, le FN annonçait un meeting à la bourse du travail, dans une salle dépendant de la municipalité de Lyon. Les organisations syndicales ont interpellé le maire sur cette attribution de salle, et ont appelé à une réunion publique le même jour, et dans les mêmes locaux. Devant cette mobilisation syndicale, la mairie a décidé de ne plus attribuer cette salle au FN. Le premier mai la CGT la CFDT, la FSU, la FEN et le Groupe des Dix, ont distribué conjointement des tracts « contre le FN, pour la justice sociale » ; ce premier mai fut un succès avec environ 5 000 manifestants.

Ordures toulonnaises

ISA n° 17 Février 98

Avec leurs syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC, les éboueurs de Toulon se sont mis en grève début janvier contre le nouveau contrat liant la ville à une société d'enlèvement d'ordures. Il était moins « cher » que ses prédécesseurs, avec à la clef, suppression de 25 intérimaires, réduction des salaires, un jour de travail hebdomadaire supplémentaire. Les usagers eux devaient s'habituer à des ramassages moins fréquents.

Le maire Fn de Toulon après quelques jours d'atermoiement a choisi la manière forte : démarche d'expulsion des 110 grévistes, refus de voir nommer un médiateur, dénonciation des grévistes : « l'emploi de chaque gréviste est menacé puisque leur grève est illégale » (Le Monde du 15.01.98).

Ainsi donc le parti de « la grande alternative » en poste à Toulon applique les bonnes vieilles méthodes du patronat le plus rétrograde et musclé.

Même après la fin du conflit, il restera donc beaucoup à faire pour l'enlèvement définitif de toutes les ordures toulonnaises...

Des tracts nauséabonds

ISA n° 2 (nouvelle série) Mai 98

A l'entreprise **MCA** (Maubeuge Construction Automobile, filiale de Renault), la CGT dénonce la diffusion d'écrits racistes. Jean-Noël Rousseau, secrétaire du syndicat a adressé une lettre ouverte au PDG : « des écrits incitant à la haine raciale et d'une extrême violence ont de nouveau circulé », et ils font écho à un climat déjà ancien dans l'entreprise. Il rappelle que Renault et MCA « ont eu souvent recours à une main d'oeuvre « bon marché » dans le passé, par l'intermédiaire d'une agence d'intérim

tenue par M. Deresnes, responsable local du FN ». J-N. Rousseau réclame une campagne de sensibilisation dans l'entreprise et demande au PDG de « condamner fermement tout acte et écrit à caractère raciste et xénophobe ». (« Liberté-Hebdo » 24/04/98).

Un appel à la vigilance en Rhône-Alpes

ISA n° 2 (nouvelle série) Juin/juillet 98

« Nous, associations, syndicats, organisations et lieux de culture de l'Isère, prenons l'engagement d'unir nos forces et de poursuivre ensemble la lutte jusqu'au rétablissement de la démocratie en Région Rhône-Alpes »

Plus de vingt associations, ainsi que les Unions Départementales CFDT, CGT, FEN, FSU, SUD et UNEF de l'Isère ont signé le 18.06.98 un appel contre le « Pacte Millon-Fn »

Soulignant que « désormais, le Fn détient des postes importants dans la région », ces organisations déclarent que « tous les citoyens doivent agir pour empêcher le Fn d'appliquer son programme de régression sociale et culturelle »

Pour tout contact : Solidaires et Rassemblés, BP 2312, 38033 Grenoble Cedex 2.

NH et les 35 heures suite

ISA n° 2 (nouvelle série) Juin/juillet 98

NH no. 723 - 28.05-03.06.98, revient sur les 35 heures en titrant « on n'a pas fini d'en baver »...

Les 35 heures y sont dénoncées comme une « prescription à contre-courant des nécessités primordiales de l'économie et de la société françaises » - lesquelles nécessités ne sont pas explicitées... Pour NH, la loi sur les 35 heures, « va coûter très cher à l'Etat », mais surtout aux salariés : « le salarié de base sera, comme son entreprise, le dindon de la farce ». Ils sont évidemment censés avoir les mêmes intérêts...

Abonnement à ISA

Nom, Prénom (ou syndicat) :

Adresse :

code postal :

ville :

10 n° (1 an) : 50 F

Abonnement de soutien : 100 F ou plus

Chèques à l'ordre d'ISA

Pour nous contacter

ISA BP 241-16 75765 Paris cedex 16
tel-fax 01 42 30 96 63

Informations Syndicales Antifascistes (I.S.A.)

Dir. de publication F. Pécoup – Comité de rédaction : commission syndicale de Ras l'front

CCPA n° 0603 S 05157

Imprimé par nos soins